**Journées de Concertations sur l'Adhésion de la Mauritanie à la Convention de
Budapest sur la Cybercriminalité/Conseil de l'Europe.**

Nouakchott le 9 mars 2015

L'Apport de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité au droit pénal matériel mauritanien.

*M^e Aliou SALL
Consultant*

Quid de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité -CBC-?

- ▶ Signé en date du 23/11/2001
- ▶ Entrée en vigueur en date du 1er /07/2004. (45 ratifications)
- ▶ Ouverte aux autres Etats non membres du Conseil de l'Europe (art 37).
- ▶ Axes fondamentaux de la CBC
 - ▶ Droit pénal matériel
 - ▶ Droit procédural
 - ▶ Coopération internationale
- ▶ Convention ouverte : Etats membres CE ou non,
- ▶ Nature complémentaire ordre juridique (art 39),

Évolution des TIC en Mauritanie

- ▶ Cadre technique et social favorable
 - ▶ Développement intense de l'usage des tic (depuis 2000 avec TM)
 - ▶ Développement intense de l'Internet mobile (IOS; Android, etc,)
 - ▶ Cadre général civil : absence de contraintes juridiques
- ▶ Environnement économique propice (cadre entrepreneurial)
 - ▶ Liberté de commerce et d'industrie- art 10 constitution
 - ▶ Émergence d'un cadre commercial (code de commerce: article 973 -977)
 - ▶ Emergence d'une loi spéciale (ord 2006-031) sur les opérations bancaires recourant aux TIC
- ▶ Emergence d'un nouveau droit de la preuve en matière électronique (
 - ▶ Code état civil 2011, : (art 8)
 - ▶ Commerce électronique) : (art 4)

État des lieux du droit pénal cybercriminel

- ▶ Législation en cybercriminalité inexistante :
 - ▶ projet de loi en cours
 - ▶ Convention africaine sur la cybercriminalité
- ▶ Cadre juridique peu fourni
 - ▶ Droit pénal général
 - ▶ Code pénal (ord 83-162) : art 52
 - ▶ Ordonnance 2005-015 sur la protection pénale des enfants (art 63-64 & 68-69)
 - ▶ Les dispositions pénales spéciales
 - ▶ Secteur banques : ord 2006-031 IPCE (art 70-73)
 - ▶ Secteur des télécoms et communications électroniques (loi 2013-025; loi 1999-019) : (art 101)
 - ▶ Loi propriété littéraire et artistique (loi 2012-038)

Les faits visés par les textes en vigueur

- ▶ En matière de protection des mineurs
 - ▶ Attente à la vie privée (63-64);
 - ▶ Atteinte droits de l'enfant à partir de l'usage d'un fichier informatique (68-69).
- ▶ En matière générale
 - ▶ Outrage aux bonnes mœurs : délit art 263 un mineur (peine double 266);
- ▶ En matière d'instrument de paiement et du commerce électronique
 - ▶ Accès sans autorisation, fraude, contrefaçon, falsification, altération, suppression DI (art 70-71 et 73);
- ▶ En matière de droit de propriété intellectuelle
 - ▶ Délit de contrefaçon d'œuvre : art 151-152.
- ▶ En matière de communications électroniques
 - ▶ Interception, divulgation communications électroniques (art 101).

Objectif : la prévention pénale au besoin la répression

- ▶ Rappel important : Le caractère dissuasif de la loi pénale
- ▶ Protection de l'intérêt général
 - ▶ Protection des libertés individuelles
 - ▶ La garantie de la sécurité :
 - ▶ Enjeux politiques stratégiques
 - ▶ Garantie de l'institution judiciaire : 3^e pouvoir,,

Les apports à faire : les faits

- ▶ L'harmonisation de la terminologie juridique
 - ▶ La définition des mots clés d'un texte juridique
 - ▶ Cohérence entre lois générales, spéciales et textes internationaux.
- ▶ Les thématiques des faits réprimées :
 - ▶ Infractions confidentialité, intégrité, disponibilité DSI
 - ▶ Infraction informations (falsification et fraude information)
 - ▶ Infraction se rapportant au contenu (porno infantine)
 - ▶ Infraction en matière de propriété intellectuelle/DC (loi 2012-038 PLA)
 - ▶ Autres formes responsabilités et de sanctions,

Les apports à faire : les sanctions

- ▶ L'adéquation des sanctions envisageables avec celles du code pénal
 - ▶ Liberté de l'Etat ratifiant = déterminer les sanctions
 - ▶ Nivelier les sanctions financières et pénales (niveau de vie SMIG en 1983/2015 environs moins de 10 000UM /30 000UM).
 - ▶ Besoin de cohérence des sanctions pénales,
- ▶ Exemple sanctions contrefaçon de marque et autres faux dans le Code pénal 1983:
 - ▶ Amende de 5000 à 600 000 UM, 5000 à 40 000UM
 - ▶ Prison de 2 ans 5 ans, 10 jours à 6 mois,
- ▶ Exemple sanctions en matière de droit de propriété intellectuelle : Délit de contrefaçon d'une œuvre :
 - ▶ Amende de 1 000 000 à 2 000 000 UM.
 - ▶ Prison de 6 mois à 3 ans.

Impact dans l'ordre juridique

- ▶ Hiérarchie des normes juridiques
 - ▶ Engagement international
 - ▶ Suprématie des lois internationales ratifiées
 - ▶ Mise à jour et harmonisation des normes pénales
- ▶ Les acteurs visés
 - ▶ Les fournisseurs : accès, hébergement, contenu
 - ▶ Les plates-formes : site, moteur de recherche
 - ▶ Les utilisateurs,

Les contraintes éventuelles

- ▶ Aspects intrinsèques à la convention
 - ▶ Les réserves de la convention : article 42
 - ▶ Limitation des réserves : caractère indissociable /CBC
 - ▶ La solution des réserves : prise en compte dimension protection du mineur (ex art 266 CP).
- ▶ Contraintes extrinsèques à la convention
 - ▶ Les retards pour l'adoption des règles
 - ▶ Moyens techniques, financiers et humaines
 - ▶ **L'absence de normes juridiques sur les données personnelles**

Arbitrage des choix juridiques

- ▶ Conséquences de la ratification de la CBC
 - ▶ L'intégration dans la codification pénale actuelle
 - ▶ La révision de l'ordonnance 2005-015 sur la protection pénale des enfants pour les aspects sur les mineurs.
 - ▶ La loi pénale spécifique en cybercriminalité.
 - ▶ La nouvelle codification du droit numérique

Conclusion

- ▶ Une convention utile : des apports juridiques importants et nécessaires ;
- ▶ Environnement demandeur : contexte socio économique propice ;
- ▶ Une ratification et une adaptation possible : pas de contraintes juridiques.